

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 18 juillet 2016**

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
<b>25</b>	<b>14</b>	<b>11</b>

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Direction du  
Développement Economique -  
Association « Recherche et Avenir » -  
Octroi d'une subvention

☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.141


Date de la convocation :  
**Le 11/07/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage **26 JUL. 2016**  
en date du

de la réception s/Préfecture  
en date du **26 JUL. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 18 juillet à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE

**Monsieur LEONETTI,**

L'association Recherche et Avenir (REA) créée en 2005, dénommée « Association Européenne pour l'Education et la Recherche en Sciences », a notamment pour objet de faciliter, par un accompagnement personnalisé vers l'emploi, l'intégration des docteurs en entreprise au sein du tissu économique régional.

Les objectifs de cette association sont les suivants :

- développer une plateforme d'échange Recherche-Industrie-Education-Culture pour favoriser les contacts et la synergie entre ses différents acteurs par le biais d'enquêtes (auprès des entreprises et laboratoires publics) et d'évènementiels (Workshop et Festival de la Recherche) ;
- promouvoir le rapprochement entre l'Université et des entreprises par des actions de terrain et des projets collaboratifs (UPE 06 par exemple) ;
- améliorer et professionnaliser l'insertion des jeunes diplômés en sciences ;
- développer des projets de recherche originaux.

Un de ces projets vise au Rapprochement entre Universités et les Entreprises (projet RUE) du territoire pour aider au développement des PME et TPE (notamment celles de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis), grâce à une collaboration active des laboratoires publics et universitaires avec les entreprises.

Ce projet RUE fait suite au constat que la puissance de recherche publique du département est insuffisamment mise à disposition des entreprises en quête d'innovation comme source de développement.

Dans sa phase expérimentale, ce projet a clairement montré la nécessité d'aider les acteurs des mondes académique et économique à exprimer leurs besoins et à identifier le bon partenaire pour l'établissement d'une collaboration de recherche fructueuse. De fait, il est apparu évident au Comité de Pilotage de poursuivre cette démarche visant à rapprocher les PME des laboratoires de recherche de la région afin d'aider les entreprises à se développer en s'appuyant sur l'expertise et les compétences de ces laboratoires.

Les différentes missions pour l'année 2016 sont les suivantes :

- Capitaliser sur le bilan de la phase de déploiement de 2015 grâce à la synthèse des premiers résultats et mise en place des process.
- Sensibiliser les PME au potentiel de collaboration effective et d'accompagnement vers l'innovation.
- Identifier les besoins et verrous technologiques des PME.
- Identifier les projets de recherche des laboratoires et proposer un doctorant à une entreprise qui aurait défini un besoin similaire.
- Organiser des rencontres en comités restreints à partir des potentiels publics/privés identifiés en présence d'un médiateur/facilitateur.
- Accompagner les partenariats Laboratoires / Entreprises dans la négociation et le développement des projets et mise en relation avec les tutelles de recherche pour l'établissement de contrats collaboratifs.
- Accompagner les Masters et Doctorants auprès des PME.
- Dresser un bilan du retour d'expérience de la phase de déploiement.

C'est dans ce contexte que l'association Recherche et Avenir sollicite auprès de la CASA un soutien financier de 8 000 €.

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 14 avril 2014 donnant délégation au Bureau Communautaire pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subventions à recevoir ou à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- de soutenir l'Association Recherche et Avenir pour la mise en œuvre du projet de Rapprochement Universités - Entreprises (RUE) et de lui octroyer une subvention de 8 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée avec l'Association Recherche et Avenir, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'imputer la subvention sur le compte 6574 du budget de la mission Sophia Antipolis ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de soutenir l'Association Recherche et Avenir pour la mise en œuvre du projet de Rapprochement Universités - Entreprises (RUE) et de lui octroyer une subvention de 8 000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée avec l'Association Recherche et Avenir, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'imputer la subvention sur le compte 6574 du budget de la mission Sophia Antipolis ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 18 juillet 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION RECHERCHE ET AVENIR

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 18 juillet 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

### ET

L'Association dénommée Association RECHERCHE ET AVENIR - Association Européenne pour l'Education et la Recherche en Sciences régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser la Recherche Publique & Privée, l'Innovation et l'emploi des Diplômés en Sciences, dont le siège social est situé à Cannes, 11 rue Velasquez BP 209 – 06408 Cannes Cedex, représentée par Madame Anne-Laure ROLLET agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **REA**

### EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, REA exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence REA met à disposition des acteurs de la Recherche, du Développement et de l'Innovation son réseau de docteurs et d'entreprises partenaires.

Sa connaissance de terrain à la fois de la Recherche publique et de la Recherche privée lui permet d'être un acteur efficace dans les actions de Rapprochement Universités-Entreprises (RUE), en plaçant les docteurs au cœur des partenariats.

Par un accompagnement personnalisé vers l'emploi (formation, ateliers, tables rondes, suivi), REA facilite l'intégration des jeunes docteurs en entreprise au sein du tissu économique local.

REA participe ainsi à favoriser :

- Insertion : Accompagnement personnalisé des docteurs
- Interaction : Développement d'une plateforme d'interaction Industrie – Recherche – Education - Culture
- Innovation : Soutien aux projets innovants avec accompagnement Universités-Entreprises

Son workshop annuel traite des enjeux de la Recherche et de l'Innovation en France à travers les emplois et les projets collaboratifs.

Son Festival de la Recherche valorise la Recherche Française auprès du grand public (attractivité des filières scientifiques ; diffusion de la culture scientifique et technique) tout en faisant interagir

des acteurs issus de tous les domaines de la Recherche (publique, privée, sciences fondamentales ou appliquées, sciences dures, sciences humaines et sociales,...).

Dans ce cadre, il est prévu de déployer le projet de Rapprochement Université – Entreprises (RUE) consistant en une mise en relation des mondes économique et académique et plus précisément, les TPE / PME / PMI avec les Laboratoires de Recherche & Etudiants (masters, doctorants) et jeunes docteurs.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, REA s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, son projet de Rapprochement Université – Entreprises.

Ce projet est en phase de déploiement pour l'année 2016. Ses missions :

- Capitaliser sur le bilan de la phase de déploiement de 2015 grâce à la synthèse des premiers résultats et mise en place des processus
- Sensibiliser les PME au potentiel de collaboration effective et d'accompagnement vers l'innovation
- Identifier les besoins et verrous technologiques des PME
- Identifier les projets de recherche des laboratoires et proposer un doctorant à une entreprise qui aurait défini un besoin similaire
- Organiser des rencontres en comités restreints à partir des potentiels publics/privés identifiés en présence d'un médiateur/facilitateur
- Accompagner les partenariats Laboratoires / Entreprises dans la négociation et le développement des projets et mise en relation avec les tutelles de recherche pour l'établissement de contrats collaboratifs
- Accompagner les Masters et Doctorants auprès des PME
- Dresser un bilan du retour d'expérience de la phase de déploiement

Les objectifs de ce projet sont les suivants :

Le projet de rapprochement entre les laboratoires de recherche publique et les entreprises du territoire vise à aider le développement des PME et TPE (notamment celles de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis), grâce à une collaboration active des Laboratoires Publics et Universitaires.

Ce projet fait suite au constat que la puissance de recherche publique du département est insuffisamment mise à disposition des entreprises en quête d'innovation comme source de développement. Dans sa phase expérimentale, ce projet a clairement montré la nécessité d'aider les acteurs des mondes académique et économique à exprimer leurs besoins et à identifier le bon partenaire pour l'établissement d'une collaboration de recherche fructueuse. De fait, il est apparu évident au Comité de Pilotage de poursuivre cette démarche visant à rapprocher les PME des laboratoires de recherche de la région afin d'aider les entreprises à se développer en s'appuyant sur l'expertise et les compétences de ces laboratoires.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement REA pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2016.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 90 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

REA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 8 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

REA s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.



Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre d'entreprises et de laboratoires impliqués
- Nombre de rencontres organisées en petit comité entre PME/TPE et laboratoires
- Nombre de partenariats signés
- Nombre de partenariats signés impliquant des Masters, Doctorants et/ou Docteurs

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par REA.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

## **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

REA s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association REA remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2017.

- Si l'Association REA est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ REA devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association REA, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

REA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.



**ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association REA,

La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération

Sophia Antipolis,

Le Président,

**Anne-Laure ROLLET**

**Jean LEONETTI**

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2013-2014

CHARGES	Montant <sup>10</sup>	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		SATT SUD EST	17000
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation <sup>11</sup>	
Autres fournitures		Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs			
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) : PACA	0
Assurance		DRRT PACA	7000
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs		-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Publicité, publication	1000	- CASA	8000
Déplacements, missions	4000	- CAPG	5000
		- Métropole NCA	15000
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
64- Charges de personnel		Autres Ets publics UNS	6000
Rémunération des personnels,	48000	Autres privés CCI NCA	3000
Charges sociales,	37000	Autres privées UPE06/MEDEF	9000
Autres charges de personnel		Autres privées UIMM/ F2I	20000
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES		RESSOURCES INDIRECTES	
Charges fixes de fonctionnement		Prestations de Services	
Frais financiers		Fonds propres	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>90 000</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>90 000</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>90 000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>90 000</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 18/07/2016  
Numéro : BC.2016.141  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Association " Recherche et Avenir " - Octroi d'une subvention  
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle  
**Interlocuteur**  
Nom : CHALIER Vanessa

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 111821187  
Référence envoi : IDF2016-07-26T10-57-12.00  
Envoyé le : 26/07/2016  
à (TU) : 08h57:34

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 26/07/2016  
Identifiant : 006-240600585-20160718-AOI\_6332-DE

**Acte reçu**

Date : 18/07/2016  
Numéro interne : AOI\_6332  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 6  
Objet : Association " Recherche et Avenir " - Octroi d'une subvention  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20160718-AOI\_6332-DE-1-1\_1.pdf

**Annexes**

Nombre : 2  
006-240600585-20160718-AOI\_6332-DE-1-1\_2.pdf  
006-240600585-20160718-AOI\_6332-DE-1-1\_3.pdf